
Commémoration du 19 mars 1962

Discours 2026

Chers anciens Combattants,
Messieurs les Porte-Drapeaux,
Mesdames et Messieurs les élus,
Mesdames et Messieurs,
Chers amis.

A l'heure où le Moyen-Orient s'embrase, où le peuple iranien se trouve pris en étau entre deux monstres, deux formes de fanatisme tout aussi dangereuses, nous devons plus que jamais exiger le respect du droit international.

La guerre ne peut pas devenir l'outil ordinaire de la politique mondiale ; elle ne peut pas régler à l'avantage des plus forts la réorganisation des frontières ; elle ne peut pas servir à la relance des économies en crise et à l'accumulation de profits basés sur les destructions et la mort qu'elle engendre ; elle ne peut servir à enrégimenter des peuples qui aspirent simplement à vivre libre.

Avant de poursuivre ce discours permettez-moi d'avoir une pensée pour la famille et les proches de l'adjudant-chef Arnaud FRION, mort pour la France dans une frappe iranienne au Kurdistan irakien le jeudi 12 mars. Il faisait partie des troupes engagées dans l'opération Chammal pour lutter contre les organisations terroristes présentes en Irak et en Syrie.

Il était issu du 7^{ème} bataillon de chasseurs alpins basé dans notre département, à Varcès.

Je pense aussi aux six soldats français blessés depuis le début de ce conflit.

Nous sommes aujourd'hui face à une bascule historique. Une offensive réactionnaire traverse le monde. Elle s'incarne dans l'alliance de puissances qui prônent le pouvoir sans limite, l'autoritarisme et une vision suprématiste de l'ordre international. Nous pensons ici notamment aux orientations portées par Donald Trump, de son rapprochement avec Vladimir Poutine et Benyamin Nétanyahou.

Ce projet met à bas l'idéal né après la seconde guerre mondiale. Un idéal qui affirmait que certaines valeurs devaient se situer **au-dessus** des Etats, **au-dessus** des nations, **au-dessus même** des intérêts particuliers des puissances.

Celui qui formulait cette vision était le grand juriste René Cassin, compagnon du général De Gaulle, il fut l'**architecte** de la déclaration universelle des droits humains, **c'est le droit international**, un cadre commun pour **protéger** la dignité humaine.

Aujourd'hui ce cadre est menacé : à sa place s'impose la loi de la jungle, et cette bascule ne peut produire que des désastres : de nouveaux conflits, de nouvelles tensions et peut-être un ébranlement profond de nos économies et de nos sociétés.

Nous sommes concernés. Nous sommes en première ligne. La France peut-être une solution face à la montée de cette barbarie. Elle peut-être une voix qui dit non, comme l'a fait si courageusement le premier ministre espagnol Pedro Sanchez.

Elle peut rappeler que la force n'est pas le droit. La France doit porter la voix de la raison. Elle doit **défendre le droit international**, l'esprit de coopération, la dignité des peuples et le **respect de la vie**.

L'histoire de notre pays, lorsqu'elle n'est pas déformée par les révisionnistes, éclaire les conséquences des choix politiques. Elle nous montre comment l'enchaînement de décisions, parfois prises dans l'urgence ou l'aveuglement, façonne durablement le destin d'une nation. Comprendre ce passé, c'est mieux mesurer aujourd'hui la portée et la responsabilité de chaque décision politique.

Le 19 mars marque l'entrée en vigueur du cessez-le-feu consécutif aux Accords d'Evian. Cette date symbolise la fin officielle d'une guerre longtemps restée sans nom : la guerre d'Algérie. Une guerre qui ne fut reconnue comme telle par la France qu'en 1999. Une guerre d'indépendance pour les uns, une guerre civile pour d'autres, une guerre de décolonisation inscrite dans les bouleversements du XX^{ème} siècle.

Aujourd'hui nous rendons hommage à tous ceux qui ont été oubliés pendant trop longtemps : ces jeunes appelés qui ont été mobilisés dans un conflit qui a pu les déconcerter. Ils y ont laissé une partie de leur jeunesse, de leurs espoirs ou de leurs illusions. Ils ont fait leur devoir, avec dignité, souvent dans l'ombre,

souvent sans que la société ne leur accorde la reconnaissance qu'ils méritaient. Il est temps de leur rendre hommage et de reconnaître leur courage.

Nous n'oublions pas que 25000 militaires français sont morts et 65000 ont été blessés. 250000 Algériens sont tués dans ce conflit et jusqu'à 2 millions ont été envoyés dans des camps de regroupement.

Ce fut une tragédie.

Mais pour comprendre le 19 mars 1962, il faut remonter bien plus loin : l'histoire commence en 1830 avec la prise d'Alger, puis l'installation progressive d'une colonisation de peuplement.

Dès 1831, la France engage en Algérie un projet colonial d'occupation durable. Les terres sont confisquées, les structures sociales bouleversées, les populations autochtones marginalisées dans leur propre pays.

Le système colonial instaure une inégalité juridique, politique et économique profonde entre colons européens et musulmans algériens inscrite dans le marbre par l'infâme code de l'indigénat.

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, l'espoir d'égalité est immense. Mais les massacres du 8 mai 1945 à Sétif, Guelma et Kherrata marquent une fracture irréparable. L'idée d'une réforme interne cède la place à celle d'une rupture. Le 1^{er} novembre 1954, les attentats revendiqués par le Front de la libération nationale ouvrent une guerre qui ne dit pas son nom.

Cette guerre sera totale : guerre de guérilla, guerre contre-insurrectionnelle, guerre urbaine, guerre psychologique. Elle sera marquée par la torture, les attentats, les déplacements de population, la peur et la radicalisation. Elle touchera les appelés du contingent, les militaires de carrière, les combattants indépendantistes, les civils algériens et européens, les harkis pris dans un engrenage tragique.

Elle divisera profondément la société française. Elle provoquera la chute de la IV^{ème} république et le retour au pouvoir du général De Gaulle. Elle laissera des cicatrices durables des deux côtés de la Méditerranée.

Soixante-quatre ans après, cette mémoire demeure vive, parfois douloureuse.

Le travail de reconnaissance et de réconciliation n'a jamais été pleinement accompli. Plusieurs mémoires coexistent sans toujours dialoguer : mémoire des

anciens combattants, mémoire des appelés, mémoire des pieds noirs, mémoire des harkis, mémoire des combattants de l'indépendance, mémoire des victimes civiles.

L'historien Benjamin Stora a montré combien ces mémoires parallèles, parfois concurrentes, **empêchent** l'apaisement lorsqu'elles ne se rencontrent pas.

Dans son rapport remis au Président de la république en 2021, il souligne la **nécessité** d'un travail historique rigoureux, d'actes symboliques forts et d'une reconnaissance des souffrances partagées pour sortir de la guerre des mémoires.

Car l'histoire n'est pas la mémoire.

La mémoire est plurielle, interne, souvent blessée.

L'histoire cherche la compréhension, la mise en perspective, la vérité des faits.

Sans l'histoire partagée, les mémoires s'enferment.

Sans reconnaissance des responsabilités, les blessures se transmettent.

Sans dialogue, le passé devient un obstacle à l'avenir.

Ce que nous raconte l'histoire de la colonisation de l'Algérie, c'est d'abord l'**illusion** d'une domination durable. Elle nous enseigne que la **négation** des droits et de la dignité d'un peuple porte en elle les germes du conflit. Elle nous rappelle que la violence institutionnelle finit toujours par produire une violence en retour.

Mais elle nous enseigne aussi autre chose : la **possibilité**, malgré tout, de **construire** un avenir commun fondé sur la vérité.

La France et l'Algérie partagent une histoire complexe, douloureuse, mais indissociable.

Des millions de femmes et d'hommes, en France aujourd'hui, ont des liens familiaux, affectifs, culturels avec l'Algérie. Nos deux nations sont liées par la langue, par les migrations, par les échanges humains.

Le 19 mars ne doit pas être une date de division, il doit être un **moment de recueillement** pour toutes les victimes, sans hiérarchie des souffrances. Un moment d'engagement pour que la mémoire ne soit plus une arme, **mais un pont**.

Il ne s'agit pas d'effacer le passé, il s'agit de le regarder en face.

Il ne s'agit pas d'ouvrir des procès sans fin. Il s'agit d'ouvrir des chemins d'apaisement.

En ce 19 mars, rendons hommage à toutes celles et à tous ceux que cette guerre a brisés. Et affirmons notre volonté que l'histoire soit un outil de **compréhension**, non de division.

La coopération, la réconciliation et surtout la paix dans le monde sont des sujets qui sont en perpétuel recommencement. Nous préférons la vie à la barbarie, alors :

Vive la Paix, vive la République et vive la France.